Dépenses des administrations publiques selon la fonction, 2023

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le mercredi 27 novembre 2024

Les dépenses de l'administration publique canadienne ont atteint un sommet inégalé en 2023

Les dépenses de l'administration publique canadienne (APC), c'est-à-dire les dépenses de tous les ordres des administrations publiques, ce qui comprend les administrations fédérale, provinciales, territoriales, locales et les autres entités gouvernementales combinées, ont atteint leur niveau le plus élevé en 2023 en valeur nominale. En excluant la consommation de capital fixe, les dépenses totales ont atteint 1 083,8 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 10,1 % ou de 99,6 milliards de dollars par rapport à 2022, et de la deuxième fois que les dépenses dépassent le seuil de 1 billion de dollars, après une année de dépenses record de 1 049,3 milliards de dollars enregistrée en 2020 en réaction à la pandémie de COVID-19.

La hausse observée en 2023 est principalement attribuable à l'augmentation des dépenses relatives à la protection sociale qui est devenue la catégorie dans laquelle les dépenses sont les plus élevées selon la fonction (26,4 % des dépenses totales) pour l'APC après avoir été dépassée par la santé en 2022. Cependant, l'augmentation des dépenses consacrées aux services généraux des administrations publiques, à la santé et aux affaires économiques a également contribué de manière importante à la hausse en 2023.

L'administration publique canadienne augmente ses dépenses relatives à la protection sociale

La protection sociale comprend plusieurs programmes dont la Sécurité de la vieillesse, les allocations familiales, les prestations d'invalidité et les prestations d'assurance-emploi, de même que des initiatives visant à lutter contre l'exclusion sociale, à savoir la marginalisation de personnes ou de groupes qui nuit à la pleine participation de celles-ci à la société.

Les dépenses relatives à la protection sociale ont augmenté de 20,8 % ou de 49,3 milliards de dollars par rapport à 2022 pour se chiffrer à 286,4 milliards de dollars en 2023. Cette augmentation est surtout attribuable aux dépenses liées à l'exclusion sociale (+36,2 milliards de dollars ou +101,8 %), en grande partie consacrées à l'Entente de règlement du recours collectif relatif aux services à l'enfance et à la famille des Premières Nations, au principe de Jordan et au groupe Trout (23,3 milliards de dollars), ainsi qu'à une entente intervenue entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario prévoyant le versement d'une indemnité pour les annuités sous-payées au titre du Traité Robinson-Huron (10,0 milliards de dollars).

La croissance des dépenses relatives à la protection sociale en a fait la catégorie de dépenses la plus importante en 2023, dépassant ainsi celle de la santé. En 2023, les dépenses de santé ont augmenté de 5,6 %, ce qui correspond à 13,5 milliards de dollars, pour se fixer à 253,2 milliards de dollars. Combinées, la protection sociale (26,4 %) et la santé (23,4 %) représentent près de la moitié (49,8 %) de l'ensemble des dépenses de tous les ordres de l'administration publique canadienne en 2023.

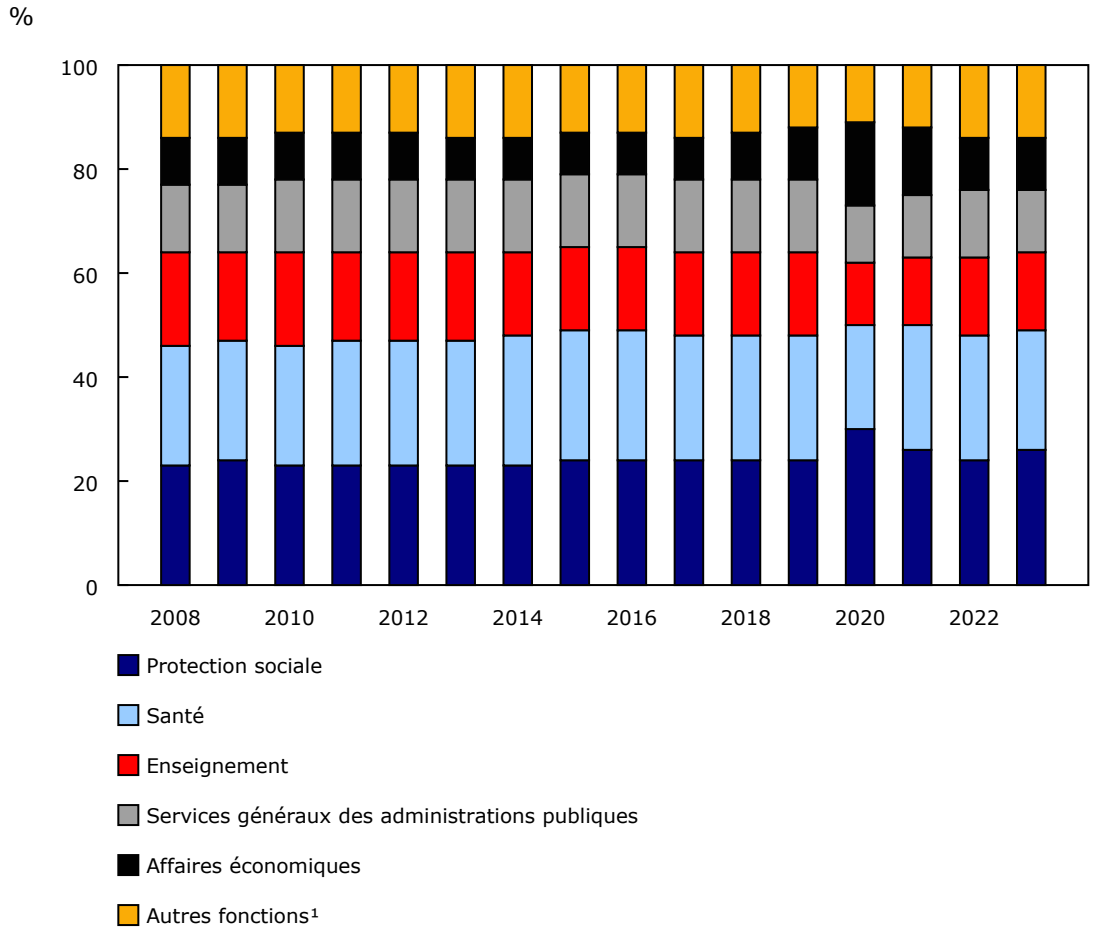
Les paiements d'intérêts des administrations publiques continuent d'augmenter

Les services généraux des administrations publiques ont représenté la troisième dépense en importance selon la fonction (14,8 %), en hausse de 11,6 % ou de 16,7 milliards de dollars par rapport à 2022 pour se chiffrer à 160,5 milliards de dollars en 2023. Ces services généraux des administrations publiques comprennent les dépenses liées à différents postes tels que les organes exécutifs et législatifs, les affaires fiscales, l'aide étrangère et les transactions sur la dette publique.

Les paiements d'intérêts ont contribué le plus à l'augmentation des dépenses dans les services généraux des administrations publiques, en hausse de 17,1 milliards de dollars en 2023 en raison de la pression à la hausse exercée sur les coûts d'emprunt. Cette hausse représente une augmentation annuelle de 22,3 % des frais d'intérêt pour l'APC. En 2023, les paiements d'intérêts ont représenté 8,7 % ou 93,9 milliards de dollars des dépenses totales pour l'ensemble des ordres de l'administration publique canadienne combinés.

À l'exclusion de l'administration publique fédérale, les paiements d'intérêts pour l'ensemble des administrations publiques provinciales, territoriales et locales ont augmenté de 13,0 % ou de 5,8 milliards de dollars en 2023. L'augmentation des frais de la dette publique est due à la hausse du taux directeur de la Banque du Canada, qui est passé d'un creux de 0,5 % en mars 2022 à un sommet de 5,0 % en juillet 2023.

Graphique 1
Part des dépenses des administrations publiques générales consolidées, selon la fonction, de 2008 à 2023



1. La catégorie « Autres fonctions » comprend la défense, l'ordre et la sécurité publics, la protection de l'environnement, le logement et les équipements collectifs, ainsi que les loisirs, la culture et la religion.
Source(s) : Tableau 10-10-0005-01.

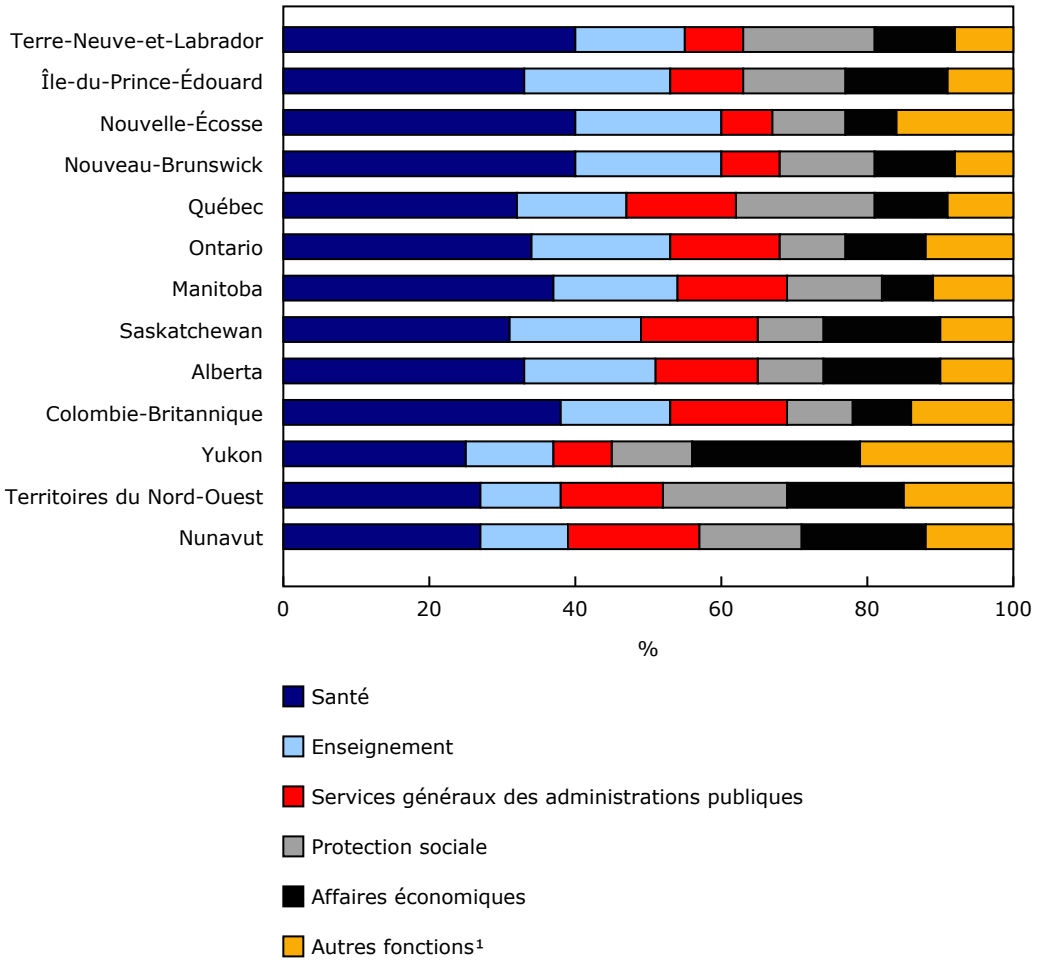
Les dépenses au chapitre des soins de santé représentent plus du tiers des dépenses des administrations publiques provinciales, territoriales et locales combinées

Les dépenses de santé consolidées à l'échelle des administrations publiques provinciales, territoriales et locales (APPTL) ont augmenté de 6,7 % par rapport à 2022 pour atteindre 242,6 milliards de dollars en 2023. En tant que fonction des dépenses des administrations publiques, les dépenses de santé ont été les plus élevées, représentant plus du tiers (34,2 %) des dépenses des APPTL.

Les dépenses de santé par habitant les plus élevées observées en 2023 ont été enregistrées à Terre-Neuve-et-Labrador (7 823 $), suivie de la Nouvelle-Écosse (6 783 $) et du Manitoba (6 573 $). Les dépenses de santé par habitant les moins élevées ont été enregistrées en Ontario (5 357 $), suivi de l'Alberta (5 556 $) et de l'Île-du-Prince-Édouard (5 634 $).

À l'échelle provinciale, les services hospitaliers ont représenté la plus grande proportion des dépenses de santé en 2023 (à savoir un peu plus des deux tiers des dépenses ou 67,6 %), suivis des services ambulatoires (16,1 %) et des produits, appareils et matériels médicaux (7,0 %).

Graphique 2
Part des dépenses des administrations publiques provinciales, territoriales et locales consolidées, selon la fonction, 2023



1. La catégorie « Autres fonctions » comprend l'ordre et la sécurité publics, la protection de l'environnement, le logement et les équipements collectifs, ainsi que les loisirs, la culture et la religion.
Source(s) : Tableau 10-10-0005-01.

Les dépenses du gouvernement fédéral pour la protection de l'environnement augmentent

La protection de l'environnement comprend entre autres programmes la lutte contre la pollution, la gestion des déchets, la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature. Les dépenses fédérales en matière de protection de l'environnement ont augmenté de 27,2 % ou de 3,6 milliards de dollars par rapport à 2022 pour atteindre 16,7 milliards de dollars en 2023. Cette hausse survient à la suite d'une augmentation de 41,1 % enregistrée en 2022 équivalant à 3,8 milliards de dollars, portant les dépenses à 13,1 milliards de dollars. Pour ces deux années, la lutte contre la pollution était le principal facteur à l'origine de l'augmentation des dépenses dans cette catégorie.

L'augmentation des dépenses pour la lutte contre la pollution au cours des dernières années est principalement attribuable aux recettes tirées de la redevance sur les combustibles par le gouvernement fédéral. En 2019, le gouvernement fédéral a mis en œuvre la tarification du carbone comme stratégie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. À mesure que les taux de la redevance fédérale sur les combustibles ont été majorés, les redevances afférentes, notamment la Remise canadienne sur le carbone (auparavant le Paiement de l'incitatif à agir sur le carbone) ont également augmenté.

L'Ontario élargit son réseau de transport en commun, tandis que l'Alberta et la Saskatchewan réagissent aux catastrophes naturelles

La catégorie des affaires économiques englobe un éventail de programmes dont l'emploi, les transports, l'exploitation minière, la fabrication, l'énergie, l'agriculture et la sylviculture. À l'échelle des APPTL, les dépenses consacrées aux affaires économiques ont augmenté de 5,6 %, ou de 4,1 milliards de dollars, en 2023. Les dépenses au titre des transports en Ontario et les dépenses en agriculture en Alberta et en Saskatchewan ont été les principaux facteurs sous-tendant l'augmentation.

En Ontario, les dépenses au titre des transports ont augmenté de 2,0 milliards de dollars par rapport à 2022 pour atteindre 15,8 milliards de dollars en 2023. Cette augmentation était liée à la hausse des paiements de transfert pour les projets municipaux de transport en commun. Cette hausse représente une augmentation de 14,5 % par rapport à 2022.

En 2023, les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan ont enregistré une augmentation de leurs dépenses consacrées aux affaires économiques en raison de plusieurs phénomènes météorologiques et climatiques défavorables incluant des épisodes de sécheresse, des feux de forêt et des inondations. L'Alberta a augmenté ses dépenses de 58,9 % ou de 1,4 milliard de dollars par rapport à 2022 pour atteindre 3,8 milliards de dollars en 2023, tandis que la Saskatchewan a augmenté les siennes de 32,3 % ou de 0,6 milliard de dollars pour atteindre 2,6 milliards de dollars. Les dépenses se sont accrues en raison de l'augmentation des indemnités versées par les fournisseurs d'assurance gouvernementale des deux provinces au titre de l'assurance-récolte et de l'assurance du bétail, ainsi que dans le cadre des mesures de soutien du revenu agricole.

Tableau 1
Dépenses consolidées par habitant, selon la Classification canadienne des fonctions des administrations publiques, 2023

	Administration publique canadienne	Administration publique fédérale[1]	Administrations publiques provinciales, territoriales et locales	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
	dollars							
Services généraux des administrations publiques	**3 910**	**3 134**	**2 103**	**3 557**	**2 307**	**1 747**	**2 062**	**3 786**
Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaires financières et fiscales, affaires étrangères	524	245	288	611	231	217	286	447
Aide économique extérieure	136	136	0	0	0	0	0	0
Services généraux	903	393	537	1 337	1 060	630	894	923
Recherche fondamentale	6	72	1	0	0	14	0	3
Opérations concernant la dette publique	2 287	1 074	1 216	1 605	981	798	871	2 248
Services généraux des administrations publiques n.c.a.[2]	55	1 214	61	6	28	90	9	166
Défense	**544**	**553**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Défense militaire	493	502	0	0	0	0	0	0
Défense civile	14	14	0	0	0	0	0	0
Aide militaire à des pays étrangers	32	32	0	0	0	0	0	0
Défense n.c.a.[2]	5	5	0	0	0	0	0	0
Ordre et sécurité publics	**1 259**	**457**	**876**	**771**	**711**	**815**	**793**	**767**
Services de police	566	231	391	296	197	392	370	330
Services de protection contre l'incendie	138	0	139	88	56	105	55	92
Tribunaux	220	80	148	122	96	142	27	180
Administration pénitentiaire	147	70	78	81	113	50	65	48
Ordre et sécurité publics n.c.a.[2]	188	75	121	184	254	127	276	117
Affaires économiques	**2 665**	**992**	**1 866**	**2 073**	**2 301**	**1 168**	**1 665**	**1 883**
Tutelle de l'économie générale, des affaires commerciales et de l'emploi	782	627	276	633	699	304	304	294
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	390	126	300	144	457	125	192	210
Combustibles et énergie	274	20	269	400	0	116	18	9
Industries extractives et manufacturières, construction	23	0	23	15	11	0	0	36
Transports	907	110	813	814	908	477	999	827
Affaires économiques n.c.a.[2]	290	109	186	68	237	147	153	506
Protection de l'environnement	**745**	**407**	**346**	**254**	**643**	**385**	**207**	**332**
Gestion des déchets	116	16	101	138	158	126	59	102
Gestion des eaux usées	104	0	105	33	28	46	58	73
Lutte contre la pollution	357	310	50	6	423	38	7	100
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	58	24	36	18	17	59	21	14
Protection de l'environnement n.c.a.[2]	110	57	55	61	17	116	61	44
Logement et équipements collectifs	**371**	**106**	**268**	**215**	**107**	**990**	**167**	**174**
Logement et équipements collectifs	95	10	86	42	11	67	48	50
Alimentation en eau	140	5	136	134	73	91	92	81
Éclairage public	14	0	14	29	11	35	25	11
Logement et équipements collectifs n.c.a.[2]	123	91	33	9	11	796	1	33
Santé	**6 170**	**1 573**	**5 912**	**7 823**	**5 634**	**6 783**	**6 366**	**6 299**
Produits, appareils et matériels médicaux	501	89	415	359	254	326	346	496
Services ambulatoires	989	43	949	797	818	590	749	940
Services hospitaliers	4 001	10	3 994	4 756	3 807	4 623	4 732	4 612
Services de santé publique	341	25	317	195	209	477	245	134
Santé n.c.a.[2]	338	1 406	238	1 718	553	767	293	118
Loisirs, culture et religion	**570**	**158**	**419**	**285**	**152**	**356**	**208**	**516**
Services récréatifs et sportifs	187	20	169	147	90	105	86	166
Services culturels	202	79	127	94	62	75	54	254
Services de radiodiffusion, de télévision et d'édition	114	56	58	0	0	0	0	10
Loisirs, culture et religion n.c.a.[2]	67	2	65	44	6	175	68	86
Enseignement	**3 196**	**272**	**2 959**	**2 876**	**3 356**	**3 293**	**3 114**	**2 934**
Enseignement primaire et secondaire	1 933	96	1 842	1 725	2 058	1 711	2 111	1 960
Enseignement collégial	419	47	372	265	423	293	279	374
Enseignement universitaire	751	53	699	801	835	1 075	654	555
Enseignement n.c.a.[2]	94	77	46	85	39	213	71	44
Protection sociale	**6 979**	**4 727**	**2 544**	**1 480**	**1 669**	**1 213**	**1 237**	**2 994**
Maladie et invalidité	1 019	230	792	504	931	521	359	535
Vieillesse	1 981	1 905	76	4	0	9	46	7
Famille et enfants	1 426	864	692	388	214	156	245	1 252
Chômage	393	341	52	0	0	309	0	65
Logement	241	126	238	210	254	158	163	164

Tableau 1
Dépenses consolidées par habitant, selon la Classification canadienne des fonctions des administrations publiques, 2023

	Administration publique canadienne	Administration publique fédérale[1]	Administrations publiques provinciales, territoriales et locales	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Exclusion sociale n.c.a.[2]	1 749	1 196	578	363	85	61	293	935
Protection sociale n.c.a.[2]	171	65	117	13	186	0	131	36

	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
	dollars							
Services généraux des administrations publiques	**1 490**	**2 341**	**1 738**	**1 467**	**1 508**	**4 142**	**11 010**	**10 330**
Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaires financières et fiscales, affaires étrangères	133	212	331	297	399	1 596	5 058	2 252
Aide économique extérieure	0	0	0	0	0	0	0	0
Services généraux	311	526	444	495	383	1 985	4 610	5 312
Recherche fondamentale	0	0	0	2	0	0	0	0
Opérations concernant la dette publique	1 023	1 590	934	645	691	259	1 164	416
Services généraux des administrations publiques n.c.a.[2]	23	13	29	29	35	302	179	2 350
Défense	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Défense militaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Défense civile	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide militaire à des pays étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0
Défense n.c.a.[2]	0	0	0	0	0	0	0	0
Ordre et sécurité publics	**860**	**1 167**	**1 102**	**809**	**1 003**	**3 258**	**3 894**	**3 623**
Services de police	406	482	529	376	399	885	1 432	1 567
Services de protection contre l'incendie	155	107	96	172	174	1 079	224	24
Tribunaux	119	199	145	133	188	388	828	906
Administration pénitentiaire	75	287	182	64	58	345	828	979
Ordre et sécurité publics n.c.a.[2]	104	92	152	64	184	561	582	147
Affaires économiques	**1 764**	**1 230**	**3 156**	**2 594**	**1 321**	**9 104**	**10 674**	**12 191**
Tutelle de l'économie générale, des affaires commerciales et de l'emploi	211	316	123	308	348	431	1 052	1 934
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	55	349	2 112	781	351	259	3 357	465
Combustibles et énergie	407	32	139	711	8	324	1 298	6 977
Industries extractives et manufacturières, construction	22	6	15	0	36	561	179	0
Transports	986	433	581	722	480	5 178	4 498	2 595
Affaires économiques n.c.a.[2]	83	94	186	72	97	2 352	269	220
Protection de l'environnement	**324**	**227**	**348**	**269**	**509**	**2 503**	**1 611**	**563**
Gestion des déchets	92	38	53	118	131	86	224	49
Gestion des eaux usées	131	69	162	56	152	129	90	24
Lutte contre la pollution	6	3	5	56	104	755	157	0
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	64	6	15	4	15	971	425	196
Protection de l'environnement n.c.a.[2]	31	112	114	35	107	582	738	294
Logement et équipements collectifs	**229**	**278**	**424**	**298**	**318**	**1 122**	**2 171**	**2 448**
Logement et équipements collectifs	86	91	154	82	123	841	1 074	930
Alimentation en eau	131	157	242	180	172	237	1 052	1 493
Éclairage public	10	17	22	19	18	22	0	24
Logement et équipements collectifs n.c.a.[2]	3	13	6	18	5	0	22	0
Santé	**5 357**	**6 573**	**6 220**	**5 556**	**6 396**	**9 902**	**17 791**	**19 265**
Produits, appareils et matériels médicaux	476	302	378	228	352	173	313	171
Services ambulatoires	867	2 000	705	885	1 084	777	3 245	8 837
Services hospitaliers	3 423	3 439	4 255	4 007	4 342	4 897	8 907	8 519
Services de santé publique	386	382	480	269	395	129	358	588
Santé n.c.a.[2]	205	450	401	167	223	3 926	4 968	1 175
Loisirs, culture et religion	**352**	**236**	**392**	**406**	**562**	**885**	**1 566**	**1 689**
Services récréatifs et sportifs	163	77	200	233	169	453	918	710
Services culturels	92	127	161	95	66	367	224	612
Services de radiodiffusion, de télévision et d'édition	72	25	0	1	192	0	45	24
Loisirs, culture et religion n.c.a.[2]	26	7	31	77	135	65	358	367
Enseignement	**2 984**	**3 063**	**3 576**	**2 959**	**2 584**	**4 789**	**7 385**	**8 788**
Enseignement primaire et secondaire	1 807	2 136	2 258	1 927	1 455	2 114	4 878	4 847
Enseignement collégial	449	232	327	294	285	173	1 611	1 763
Enseignement universitaire	706	674	942	667	813	1 079	157	245
Enseignement n.c.a.[2]	22	20	49	70	29	1 424	738	1 934
Protection sociale	**2 437**	**2 684**	**3 116**	**2 299**	**2 629**	**3 279**	**9 108**	**12 974**

	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
Maladie et invalidité	815	824	2 144	1 195	616	906	2 305	294
Vieillesse	144	0	2	128	13	194	157	73
Famille et enfants	475	954	637	572	657	906	1 432	1 665
Chômage	16	94	2	161	6	0	179	147
Logement	196	241	165	129	526	841	2 372	8 764
Exclusion sociale n.c.a.[2]	625	190	52	76	691	410	627	1 763
Protection sociale n.c.a.[2]	166	382	114	37	120	0	2 059	269

1. Les données de l'administration publique fédérale ne sont pas consolidées.
2. n.c.a. = non classés ailleurs.

Source(s) : Tableaux **17-10-0009-01**, **10-10-0024-01** et **10-10-0005-01**.

Saviez-vous que nous avons une application mobile?

Téléchargez notre application mobile et accédez rapidement aux données du bout des doigts! L'application StatsCAN est offerte gratuitement dans l'App Store et sur Google Play.

Note aux lecteurs

La Classification canadienne des fonctions des administrations publiques (CCFAP) permet d'organiser les dépenses des administrations publiques selon leurs principales fonctions socioéconomiques. Ces renseignements permettent d'obtenir un aperçu important sur la façon dont les administrations publiques dépensent l'argent et sur le rôle qu'elles jouent dans la prestation de services.

Cette classification constitue une variante de la norme internationale de classification fonctionnelle des dépenses qui a été élaborée par l'Organisation de coopération et de développement économiques. Elle remplace le Système de gestion financière qui a été utilisé par Statistique Canada jusqu'en 2008.

Actuellement, les données sur les dépenses de la CCFAP excluent les dépenses liées aux acquisitions d'actifs non financiers et à la consommation de capital fixe. Des améliorations futures pourraient comprendre la fonctionnalisation des dépenses en immobilisation et la consommation de capital fixe.

Les estimations des administrations publiques provinciales, territoriales et locales (APPTL) consolidées sont recommandées aux fins de comparaison entre les provinces et les territoires puisqu'il est possible que les provinces et les territoires définissent différemment les responsabilités entre les différents ordres de gouvernement. Ces estimations regroupent les administrations publiques provinciales et territoriales, les établissements de santé et de services sociaux, les universités et les collèges, les municipalités, les autres administrations publiques locales ainsi que les commissions scolaires, tout en excluant les transactions entre les parties. Les estimations de l'administration publique canadienne consolidée regroupent les données des administrations publiques fédérales et celles des APPTL. Elles excluent les données concernant le Régime de pensions du Canada, le Régime de rentes du Québec ou les entreprises publiques fédérales et provinciales.

Le cadre constitutionnel des APPTL des territoires diffère de celui en vigueur dans les provinces, ce qui donne lieu à des différences en matière de pouvoirs financiers et de rôles des administrations publiques. Ces différences, qui s'ajoutent à d'autres spécificités géographiques, démographiques et socioéconomiques entre le Nord et le reste du Canada, donnent lieu à des différences importantes en matière de statistiques financières des administrations publiques.

Étant donné les disparités importantes dans la taille des estimations des APPTL entre les provinces et les territoires en raison des différentes tailles de population, les données par habitant sont utilisées aux fins de comparaison des dépenses. Les données par habitant sont fondées sur les estimations démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires qui figurent dans le tableau 17-10-0009-01.

Les données annuelles correspondent à la fin de l'exercice financier qui se rapproche le plus du 31 décembre. Par exemple, les données de l'exercice financier de l'administration publique fédérale se terminant le 31 mars 2024 (exercice financier 2023-2024) sont déclarées pour l'année de référence 2023.

Tableaux disponibles : 10-10-0005-01 et 10-10-0024-01.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5218.

La structure et les descriptions de la Classification canadienne des fonctions des administrations publiques sont maintenant accessibles à partir du module *Informations connexes* du site Web de Statistique Canada.

Des renseignements supplémentaires sont offerts dans la publication *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (**13-605-X**). Le *Guide de l'utilisateur : Système canadien des comptes macroéconomiques* (**13-606-G**) est aussi accessible. Cette publication a été mise à jour pour y inclure le Chapitre 9. Statistiques de finances publiques.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (**infostats@statcan.gc.ca**), ou communiquez avec les Relations avec les médias (**statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca**).